

## Nouvelles locales des mardi 03 et mercredi 04 juin 2014

@rib News, 04/06/2014 ĩ SantÃ© - La population des alentours de lâ€™hÃ©pital Saint Augustin de Gihanga dans la province Bubanza a provoquÃ© du dÃ©sordre dans cet hÃ©pital le matin de ce mardi pour rÃ©clamer quâ€™une infirmiÃ©re qui Ã©tait sur la garde ce lundi pendant la nuit soit traduite devant la justice. Câ€™est aprÃ©s que cette infirmiÃ©re ait refusÃ© dâ€™accueillir une femme qui venait accoucher jusquâ€™Ã© ce quâ€™elle accouche dâ€™un enfant dÃ©jÃ© mort. Les malades lâ€™infirmiÃ©re nâ€™a pas voulu accueillir la femme alors quâ€™elle ne faisait rien du tout Ã© ce moment. La direction de cet nâ€™a pas voulu rÃ©agir avant dâ€™avoir terminÃ© un audit de dÃ©cÃ©s comme son directeur le Docteur Bukuru Vianney lâ€™savoir.

Ce mercredi matin, le docteur Vianney Bukuru a annoncÃ© que lâ€™infirmiÃ©re nâ€™a pas mal agi et que la faute incombe Ã© la femme qui venait accoucher qui sâ€™est prÃ©sentÃ©e tardivement alors que son enfant Ã©tait dÃ©jÃ© mort. Il prÃ©cise que la femme a Ã©tÃ© bien accueillie et que la faute nâ€™est pas du tout Ã© chercher parmi ses employÃ©s. Il nie Ã©galement des soupÃ§ons de corruption dont sont accusÃ©s certains de ces employÃ©s qui demanderaient des pots de vin pour accueillir tel ou tel malade surtout les femmes enceintes. Sentiment tout Ã© fait contraire chez ceux qui accompagnaient la femme enceinte ce lundi soir. Ceux-ci affirment haut et fort que lâ€™enfant est mort aprÃ©s la naissance. Ils demandent que la justice fasse son travail et le pÃ©re de lâ€™enfant dÃ©cÃ©dÃ© demande que des sanctions exemplaires soient prises afin que dÃ©cÃ©s de son enfant constitue un salut pour le reste des enfants Ã© naÃ©tre. De son cÃ©tÃ©, le prÃ©sident de lâ€™association APDDM militant pour le respect des droits des malades estime que le directeur de cet hÃ©pital ne devrait dire rien dâ€™autre que de se solidariser avec son infirmiÃ©re. MoÃ©se Ntiburuburyo demande plutÃ©t Ã© la justice de faire des enquÃ©tes du moment que la famille a dÃ©jÃ© saisi la police Ã© ce sujet. [isanganiro/bonesha/rpa] ĩ SÃ©curitÃ© - Un homme a tuÃ© sa femme sur la colline Mihigo de la commune Busiga en province Ngora la nuit de ce lundi Ã© mardi. Selon lâ€™administrateur communal de Busiga, Maurice Gahungu a tuÃ© sa femme Ntamwishimiro Chantal Ã© coups de machettes alors que la famille Ã©tait dÃ©jÃ© au lit. Pascasie Manirambona ajoute quâ€™un des enfants a voulu appeler au secours suite aux cris quâ€™il entendus mais quâ€™il a Ã©tÃ© terrorisÃ© par son pÃ©re qui lui montrait la machette quâ€™il avait. AprÃ©s que le calme soit revenu les enfants se sont endormis sans savoir que leur mÃ©re est morte. Ils lâ€™ont su ce mardi matin alors quâ€™ils allaient la rÃ©veiller. Le chef de famille a aussitÃ©t pris fuite et la police indique quâ€™elle est Ã© sa recherche. Les associations de dÃ©fense des droits de lâ€™homme dans cette province sâ€™inquiÃ©tent des mauvais traitements dont sont victimes les femmes dans cette province et demandent que cela cesse. [isanganiro/rtnb/bonesha/rpa] - Fouille perquisition dans le domicile dâ€™un dÃ©mobilisÃ© du nom de Didace Gahungu de la colline Jenda rural, cÃ©tÃ© Ã©tait lâ€™aprÃ©s midi de ce lundi. La police dÃ©couvrit chez ce dÃ©mobilisÃ© des effets militaires composÃ©s de deux chargeurs vides, des jumelles, et autres effets qui ont Ã©tÃ© remis Ã© la commission nationale chargÃ©e de dÃ©sarmement. Rappelons que ce dÃ©mobilisÃ© avait lancÃ© une grenade la nuit de ce dimanche Ã© lundi sur les voisins qui venaient intervenir quand il se chamaillait avec sa femme et cette grenade a emportÃ© la vie dâ€™une personne et en a blessÃ© 8 autres. [isanganiro/rtnb/rpa] - Une personne a Ã©tÃ© gravement blessÃ©e sur la colline Gihungwe de la commune Gihanga de la province Bubanza la nuit de ce mardi Ã© mercredi. Selon des sources policiÃ©res, Bazirutwabo a Ã©tÃ© battu par des personnes qui nâ€™ont pas pu Ã©tre identifiÃ©es qui lâ€™ont transportÃ© domicile vers 20h du soir de ce mardi alors quâ€™il Ã©coutait la radio. Les mÃ©mes informations ajoutent quâ€™il est en train dâ€™Ã©tre soignÃ© Ã© lâ€™hÃ©pital autonome de Gihanga. Les enquÃ©tes ont Ã©tÃ© entamÃ©es renchÃ©rissent toujours les sources. [isanganiro/rtnb/rpa] - Un officier travaillant dans le domaine de la sÃ©curitÃ© au sein du BNUB vient dâ€™Ã©tre dÃ©clarÃ© persona non grata par les autoritÃ©s burundaises et devra faire ses valises dans une pÃ©riode ne dÃ©passant pas 48 heures. En effet, selon le porte-parole du ministÃ©re des relations extÃ©rieures et de la coopÃ©ration internationale, cet officier dâ€™origine kenyane a Ã©tÃ© apprÃ©hendÃ© Ã© lâ€™aÃ©roport international de Bujumbura en date du 25 mai 2014 en possession de deux chargeurs garnis de munitions alors quâ€™il sâ€™apprÃ©tait Ã© prendre lâ€™avion Ã© destination de son pays dâ€™origine. Daniel Kabuto prÃ©cise que le gouvernement burundais nâ€™aurait pas voulu que cette affaire soit portÃ©e de la presse puisquâ€™elle Ã©tait en train dâ€™Ã©tre traitÃ©e diplomatiquement. Il prÃ©cise toutefois que cet agent du BNUB a violÃ© la convention de Chicago sur lâ€™aviation civile et la Convention de GenÃ©ve sur les relations diplomatiques et que la dÃ©cision de le chasser du pays est une consÃ©quence lÃ©gitime. Il ajoute que cela peut avoir des consÃ©quences nÃ©fastes sur lâ€™image de lâ€™aÃ©roport de notre pays. Il reste toutefois convaincu que lâ€™ONU en gÃ©nÃ©ral et le BNUB en particulier peuvent comprendre cette dÃ©cision du gouvernement burundais puisquâ€™ils ne soutiennent pas des personnes fautives. [isanganiro/rtnb/rpa/rtr/bonesha]

- Le ministre de la dÃ©fense nationale et des anciens combattants a Ã©tÃ© reÃ©su en audience par lâ€™Ombudsman burundais ce mercredi matin. Au menu des Ã©changes figurait la situation des dÃ©mobilisÃ©s. Selon le ministre Pontien Gacyubwenge, ils se sont convenus que le bureau du mÃ©diateur burundais va appuyer considÃ©rablement lâ€™encadrement des dÃ©mobilisÃ©s dâ€™autant plus que la pauvretÃ© peut les pousser Ã© agir dâ€™une maniÃ©re conforme pour avoir des moyens de survivre. Il a profitÃ© de cette occasion pour annoncer que la sÃ©curitÃ© est bonne sur toute lâ€™Ã©tendue du territoire national du Burundi et quâ€™il nâ€™y a aucun militaire burundais sur le sol congolais mÃ©me si certaines informations font Ã©tat dâ€™entraÃ©nements para militaires des jeunes burundais sur le sol congolais sous lâ€™encadrement des militaires burundais. [rtr/bonesha/isanganiro/rtnb/rpa] ĩ Politique - Des Ã©missaires de certaines grandes puissances et organisations internationales dans la rÃ©gion des grands lacs africains viennent de visiter le Burundi. Ils se sont entretenus avec le prÃ©sident de la RÃ©publique, les partis politiques de la mouvance gouvernementale et ceux de lâ€™opposition ainsi que les organisations de la sociÃ©tÃ© civile burundaise. A la fin de cette visite, ils ont sorti une dÃ©claration dans laquelle ils annoncent le bilan de leur visite. Ainsi, ils ont constatÃ© que le pays a fait des pas en avant surtout en ce qui est de la mise en place dâ€™un dialogue entre politiciens ainsi que la mise en place de la loi Ã©lectorale selon un consensus entre tous les partenaires. Ils apprÃ©cient Ã©galement le fait que le gouvernement demande que des observateurs Ã©trangers viennent suivre le processus Ã©lectoral depuis ses dÃ©buts. Ils estiment toutefois que les partis politiques ne sont pas traitÃ©s de la mÃ©me faÃ§on sur terrain et que lâ€™espace politique est de plus en plus restreint pour certaines formations politiques Ã© ; ce qui Ã© cause de temps en temps des mÃ©contentements des uns

et des autres. Ainsi, ils ont demandé aux politiciens burundais de privilégier l'instauration d'un bon climat de tranquillité pour redonner aux jeunes qui leur sont fidèles afin qu'ils ne s'adonnent pas à des actes mettant en danger les droits des autres citoyens. Ils trouvent pourtant que le gouvernement burundais doit prendre les devants dans la mise en place d'un climat apaisé avant, pendant et après les élections puisque selon eux, le processus électoral doit être crédible, libre et transparente pour aboutir à des élections paisibles. Le gouvernement doit en fin de compte faciliter une bonne expression politique de toute la population. [isanganiro/bonesha/rpa/rtnb/rtr] - Suite à cette visite et à ce communiqué, des réactions n'ont pas tardé à tomber. Ainsi, le porte-parole adjoint du président de la République estime que s'il y a la liberté d'expression est assurée, c'est bien le Burundi. Gervais Abayeho précise que le respect de la loi doit être la toute action du gouvernement burundais. Même son de cloche chez le secrétaire général et porte-parole du gouvernement de Bujumbura qui trouve que le pouvoir en place doit respecter la loi dans tout ce qu'il entreprend. Philippe Nzobonariba apprécie les visites que ces commissaires viennent effectuer dans notre pays et que cela s'inscrit dans le cadre général de préparation des élections de 2015 comme le gouvernement leur avait demandé de venir s'enquérir de la situation avant, pendant et après les élections. Selon lui donc, la période est bien choisie. Il trouve pourtant que le gouvernement n'a rien à changer si ce n'est que renforcer sa manière de travailler conformément à la loi. Il pense plutôt que le gouvernement doit aussi demander à toute personne de respecter la loi et que ces commissaires ne peuvent en aucun cas demander au gouvernement de travailler en dehors de la loi. Il termine en affirmant que le gouvernement burundais doit attendre le financement des élections de la part de tous ses partenaires y compris ceux qui ont envoyé ces commissaires puisqu'il estime qu'ils ont été convaincus des explications qu'il leur a données et des accusations portées contre lui. [isanganiro/bonesha/rpa/rtnb/rtr] - De son côté, l'opposition burundaise réunie au sein de l'ADC-Ikibiri se flote les mains. En effet, son porte-parole espère que le message de ces commissaires ira tout droit dans l'oreille du président de la République et qu'il fera sienne les recommandations qu'il contient. Chevineau Murwengezo trouve que ces commissaires viennent au moment opportun et cela peut être interprété comme un signe que la communauté internationale a entendu et pris en considération les lamentations de l'opposition et de la société civile burundaises. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr] - Les représentants du parti Uprona dans 15 des 17 provinces du pays viennent adresser une correspondance à la présidente du parti Uprona reconnue par le ministre de l'Intérieur demandant de convoquer dans les meilleurs délais une réunion du comité central de ce parti élu en 2009 pour mettre fin aux problèmes qui minent ce parti de Rwagasore. Dans cette correspondance, ils trouvent que ce comité central de 2009 est mieux placé pour ce travail puisqu'il est reconnu et accepté par toutes les parties en conflits ainsi que le ministre de l'Intérieur comme étant l'organe suprême de ce parti qui le dirige entre deux congrès. Ils trouvent également que les problèmes de ce parti sont causés par un groupe de quelques individus et voient que l'assemblée de Concilie Nibigira n'a pas de membres dans différentes communes de ce pays. Ainsi, ils constatent que cette direction imposée par le ministre de l'Intérieur est là pour spolier les biens de ce parti et mettre en place des comités illégaux dont les membres ne sont même pas des Badasigana. Ils demandent au ministre de l'Intérieur de prendre acte de cette correspondance et de faciliter cette tenue d'une réunion de ce comité central de 2009. Ils affirment enfin que le dirigeant de l'Uprona que les Badasigana vont accepter est celui qui sera élu par eux-mêmes et non celui mis en place et imposé par une quelconque autorité. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr] - Libération ce lundi après-midi de trois personnes toutes membres du parti Uprona par le parquet de Muyinga. Minani Marie, Majambere Jean Bosco et Niyongabo Jean Baptiste avaient été arrêtés depuis le 22 mai dernier et étaient accusés d'avoir livré des informations au radio Bonesha FM faisant état d'une distribution des armes aux Imbonerakure de la commune Bugabira de la province Muyinga. Le procureur de la République dans cette province affirme que les enquêtes vont continuer même si ces personnes ont été relâchées. Les organisations de la société civile quant à elles apprécient positivement cette libération, mais elles demandent que toutes les personnes incarcérées par de pareilles charges soient libérées. Elles pensaient ici à Pierre Claver Mbonimpa, président de l'APRODH en prison depuis 18 jours pour des faits similaires. [rtnb/rpa/isanganiro/bonesha] - Le parti PARENA a sorti un communiqué de presse ce mardi pour se prononcer sur l'incarcération du président de l'APRODH. Selon ce communiqué, Pierre Claver Mbonimpa devrait être libéré. Il fait que son devoir d'informer et de crier dans le but de prévenir une situation irréversible. Le parti demande donc sa libération. Il demande en outre la mise en place d'une commission mixte d'enquête afin que la communauté nationale internationale sache la vérité sur ce qui se dit concernant l'armement des Imbonerakure et les enrôlements par militaires de certains jeunes burundais sur le sol congolais. Il constate par ailleurs que le résultat de cette enquête passerait sur la manière de déroulement des élections de 2015. [isanganiro/bonesha/rpa/rtnb/rtr] - Le ministre de la justice indique qu'il ne s'ingère pas dans le fonctionnement du syndicat des magistrats du Burundi comme les membres de ce dernier l'ont affirmé hier. Selon le porte-parole de ce ministre, le SYMABU a tenu une réunion dans les jours passés pour élire ses organes, mais n'a pas pu terminer cette réunion et a présenté au ministre un procès-verbal affirmant que cette réunion sera poursuivie dans les prochains jours pour mettre en place les organes de ce syndicat. D'où Ruberintwari constate ainsi que le ministre de la justice est en droit de demander aux syndicalistes de mettre en place des organes légitimes du syndicat afin qu'il ait des interlocuteurs avec qui il peut traiter certaines questions. Il trouve de sa part que les problèmes qui minent le SYMABU sont des problèmes d'organisation interne. Il ajoute également ne pas être au courant des motifs de convocation du président du SYMABU par la cour d'appel de Gitega. [rpa/rtnb/bonesha/isanganiro] - Gouvernance - Destitution ce mardi de l'administrateur de la commune de Muyinga par le conseil communal. Evelyne Izobiriza a été démis suite à un vote secret où 12 voix sur les 13 se sont exprimées pour sa destitution. Ensuite s'est suivie, 6 heures durant, une séance de lecture des charges qui pèsent sur elle. Elle a été accusée en effet de malversations des fonds de la commune en utilisant le carburant d'une manière inconsidérée plus de 1.000 litres d'essence sont consommés par une voiture de type CARINA communément appelée TI que la commune loue. De même, elle a été accusée de donner du travail à des percepteurs communaux non instruits et

dâ€™absentéisme au service. De son côté, lâ€™administrateur déchue nie ces accusations et demande lâ€™intervention de la brigade spéciale anti corruption et de lâ€™inspection des finances communales afin de prouver son innocence. Elle trouve par contre quâ€™elle est victime de son appartenance ethnique puisquâ€™elle est Tutsi et précise que les conseillers communaux de Muyinga nâ€™ont jamais voulu travailler avec elle et quâ€™ils ont toujours cherché à la remplacer. Le pré du conseil communal de Muyinga précise de sa part que les explications dâ€™Evelyne Izobiriza ne tiennent pas du tout. Louis Ngomirakiza fait savoir que parmi les 12 conseillers ayant décidé sa destitution, il figure des Tutsi. Il précise par ailleurs que la commune de Muyinga a été gouvernée par des Tutsi et ces derniers se sont bien comportés. Il demande lâ€™administrateur déchu dâ€™accepter la décision prise qui attend la confirmation par le ministre de lâ€™intérieur. Depuis son élection à la tête de la commune de Muyinga en septembre 2013, Evelyne Izobiriza a toujours été en conflit avec les membres du conseil communal même ceux issus de sa formation politique le CNDD-FDD. Le ministre de lâ€™intérieur sâ€™était même rendu dans cette commune au mois de novembre où il a donné un délai de 3 mois à communal trouver une solution à ces problèmes. [isanganiro/bonesha/rpa/rtnb]